

dans d'inconciliables contradictions. Par là son caractère provisoire, qui le condamne irrémédiablement à disparaître, que ce soit par le capitalisme ou que ce soit par le prolétariat, cela dépend de la lutte de classes à l'échelle internationale dont l'U.R.S.S. est seulement une partie. C'est une vérité simpliste qu'il convient de ne pas oublier. Surtout pour ceux qui comme Roura, reconnaissent que nous nous trouvons dans une situation de montée révolutionnaire et, cependant, se mettent sur la défensive.

La défense de l'U.R.S.S., disions-nous, en mai 1945, est une question de tactique qui est subordonnée au rapport des forces à l'échelle mondiale ; mais qui ne peut aucunement être classée dans la catégorie des principes. Nous voulons dire par là que la défense de l'U.R.S.S. est obligatoire lorsque le prolétariat de recul en recul, a perdu ses positions et a pour dernier bastion de ses conquêtes ce qui reste de la révolution d'octobre.

Avant d'attaquer l'U.R.S.S., l'impérialisme a « liquidé » politiquement le prolétariat européen. Malgré les contradictions qui existaient entre l'U.R.S.S. et le capitalisme, il a d'abord été nécessaire de créer les conditions subjectives qui ont permis l'attaque.

Caractérisant la lutte défensive et l'attaque ou offensive qui sont toujours subordonnées à la situation stratégique, Trozky disait plus ou moins : « Pour monter un escalier, nous faisons un mouvement déterminé avec les jambes. Si pour descendre le même escalier nous faisons le même mouvement que pour monter, il est sûr que nous tomberons ». A quoi on peut ajouter : Si pour monter un escalier nous employons le mouvement de jambes qu'exige la descente, il est sûr que nous n'avancerons point d'un seul pas.

La question, donc, est le mouvement « tactique » de défense inconditionnelle ou conditionnée et il est juste de l'appliquer quelle que soit la situation. Telle est du moins, l'impression qui nous est offerte par le défensisme à outrance.

Les contradictions de classe et l'attaque contre-révolutionnaire.

Il a fallu que Winston Churchill prononce un discours à Fulton pour voir la pusillanimité défensiste se mettre au rouge vif. L'analyse de la crise aiguë du capitalisme, l'agitation, la vague de grèves et la lutte armée dans les pays coloniaux, l'incapacité de la bourgeoisie à faire face au chaos de l'après-guerre — ensemble de facteurs qui empêchent l'attaque contre l'U.R.S.S. ont été jetés dans le grenier des objets inutiles. Il a suffi que le politicien anglais attaque le communisme pour mettre l'accent sur la position défensiste. Comme si le seul objectif de la classe ouvrière était la défense de l'U.R.S.S. La conséquence immédiate (du parti français) a été la proposition du front unique au parti stalinien.

Notre défensisme révolutionnaire.

Dans cette proposition de front unique on exposait une position politique avec laquelle nous n'avons pas de divergences. En effet, pour défendre l'U.R.S.S., il n'y a pas d'autre moyen que la lutte révolutionnaire du prolétariat. Or, le front unique, l'accord plus ou moins circonstanciel entre des organisations présume une convergence pour un objectif commun. Croire que Staline peut sentir le moindre souffle révolutionnaire, c'est nier le stalinisme. Sauf si cette proposition de front unique a été suscitée par le désir d'une « manœuvre » pour démasquer les traîtres, etc. on a tout de même, par là, fait preuve d'une totale ignorance à l'égard du front unique.

Le stalinisme croit défendre l'U.R.S.S. et il tâche de la défendre à sa manière, par la « ruse » diplomatique, en essayant de profiter des contradictions entre les puissances capitalistes, pour obtenir des concessions et pour établir

des accords au prix de son freinage des revendications ouvrières. Mais le stalinisme « défend » aussi l'U.R.S.S. contre le prolétariat.

Les contradictions entre le capitalisme et l'URSS existaient aussi en 1936. Au mois de juillet de cette année, le prolétariat espagnol menait une lutte révolutionnaire contre la bourgeoisie. Le stalinisme faisait une politique défensiste « sui generis ». Il voulait établir en Espagne une république de « type nouveau », bourgeoise certainement, sur laquelle le P.C. devait avoir une influence considérable, à l'enet de pouvoir compter sur une politique alliée à celle de l'U.R.S.S. devant le conflit mondial que l'on prévoyait.

Aucun trotskyste n'aurait eu l'idée de poser la question du besoin de front unique avec le stalinisme sur la base de la défense de l'U.R.S.S. En mai 1937, a été mis en évidence, pour ceux qui pouvaient avoir encore des illusions, le rôle contre-révolutionnaire de la bureaucratie stalinienne. Le « front unique » du comité de non-intervention comptait avec Maïsky. Les journées de mai 1937 à Barcelone furent l'expression de l'antagonisme entre le prolétariat et ce comité de non-intervention qui contenait en lui-même des contradictions de « moindre importance ».

Au moment où la révolution en Espagne fut vaincue, ces contradictions de moindre importance ont levé la sourdine imposée par les circonstances (danger révolutionnaire) et l'antagonisme U.R.S.S.-impérialisme a surgi à la surface dans toute sa force. La lutte du prolétariat contre la Junta Casado-Miaja, lutte défensive désespérée, coïncidait, d'une manière circonstancielle avec la défensive stalinienne.

Comme elle peut encore coïncider demain, si, dans la situation révolutionnaire actuelle, le prolétariat international est battu. Cependant, subordonner à la perspective de défaites toute la tactique actuelle, signifie battre en retraite en sacrifiant à l'avance les possibilités de victoire. C'est faire le mouvement de jambes dans le sens de descente lorsqu'il faut monter l'escalier. C'est, en fin de compte, proposer au stalinisme en 1936 le front unique défensiste devant la perspective Casado-Miaja de 1939, en adaptant une position défensive « juste » avec trois années d'avance.

Le camarade A. Roura pose la question de l'antagonisme U.R.S.S.-impérialisme en affirmant que celui qui n'est pas pour la défense de l'U.R.S.S. est, directement ou indirectement, avec l'impérialisme. Dans la résolution du S.E. publiée dans la revue « IV^e Internationale » du mois de février 1946, proposée par ledit camarade Roura comme un texte à approuver, on peut lire :

« Nous nous séparons résolument de ceux qui nient le caractère progressif des mesures économiques adoptées par la bureaucratie dans les pays occupés par elle et qui se refusent à les défendre contre les attaques de l'impérialisme et de la réaction intérieure.

« Mais nous nous délimitons aussi de ceux qui, en partant de ce caractère progressif relatif, attribuent à la bureaucratie une mission historique progressive. »

Le caractère progressif de telles mesures, il faut le mesurer par rapport avec les conditions objectives où elles ont été prises et non en économistes seulement ni en politiciens défensistes non plus, « face à la réaction intérieure et aux attaques de l'impérialisme ». Il faut tenir compte de la situation politique qui existait lorsque, d'après le même texte : « A l'arrivée de l'Armée Rouge, les ouvriers et paysans ont salué, en entrant dans l'action révolutionnaire, cette arrivée comme synonyme du commencement de la Révolution ». — C'est-à-dire que les exploités des pays occupés ne se sont pas bornés à saluer, mais ils sont entrés dans l'action révolutionnaire.

En tenant compte de l'expérience de l'Espagne et de la nature politique du stalinisme, nous pouvons affirmer que les mesures progressives ont été l'œuvre des travailleurs dans leur action révolutionnaire. La bureaucratie a supprimé des mesures progressives qui dépassaient sa politique d'équilibre en adoptant, en même temps, d'autres mesures qui n'avaient rien de progressif, mais, par contre, montraient son